

pour lui demander s'il avait pris des mesures pour empêcher les chemins de fer américains de transporter du charbon du sud de l'Alberta et de la Colombie-Britannique jusqu'au port de Roberts Bank à Vancouver?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Oui, monsieur l'Orateur, j'ai reçu le télégramme. Du moins, je suppose qu'il est à mon bureau parce que j'en ai vu une copie que le député a eu l'obligeance de m'envoyer. Je pense qu'il s'agit des demandes faites à la Commission canadienne des transports par le chemin de fer entre Kootenay et Elk. Une procédure judiciaire est maintenant engagée et, naturellement, le gouvernement ne peut rien faire avant que la CCT fasse connaître ses conclusions.

* * *

LA SÉCURITÉ NATIONALE

LES PERQUISITIONS ET ARRESTATIONS AUX TERMES DE LA LOI SUR LE MAINTIEN DE L'ORDRE PUBLIC

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre de la Justice s'il dispose de renseignements quant au nombre de perquisitions et d'arrestations, s'il en est, faites par les forces policières conjointes au Québec depuis l'entrée en vigueur de la loi sur le maintien de l'ordre public (Mesures provisoires) il n'y a pas loin de deux semaines?

L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, je ne puis ajouter aux chiffres que j'ai déjà donnés à la Chambre, mais je puis donner les chiffres les plus récents tout en ne pouvant les répartir entre ceux qui s'appliquent d'une part au décret en vertu de la loi sur les mesures de guerre et d'autre part à la loi concernant l'ordre public (mesures provisoires) actuellement en vigueur. A 1 h 30 il y a deux jours, soit le 14 décembre, 456 personnes avaient été arrêtées, 2, réarrêtées, 408, relâchées et 46 étaient détenues. L'écart dans les chiffres est attribuable au fait que quelques personnes ont été libérées sous caution.

M. Lewis: Le ministre aurait-il l'amabilité d'essayer d'obtenir des chiffres distincts pour chaque cas afin que la Chambre puisse savoir dès que le ministre aura l'occasion de répondre—demain ou après-demain—le nombre d'arrestations effectuées depuis l'entrée en vigueur de la loi concernant l'ordre public (mesures provisoires)? Le ministre pourrait-il également s'informer des perquisitions effectuées en vertu de la nouvelle loi depuis son entrée en vigueur?

* * *

AIR CANADA

L'ENTRAÎNEMENT D'ÉQUIPAGES DE BOEING 747

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, le ministre pourrait-il, dans le but d'informer la Chambre, demander à Air Canada si la société a décidé d'annuler son programme de formation d'équipages sur appareil Boeing 747 au Canada et, dans l'affirmative, si cette décision résulte du taux élevé des taxes d'atterrissage prélevées par son ministère ainsi que de la taxe sur le carburant au Canada, ce qui aurait poussé Air Canada à organiser ce programme aux États-Unis?

[M. Skoreyko.]

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Je serai heureux de vérifier ce point, monsieur l'Orateur. La deuxième partie de la question me semble incroyable, mais je m'efforcerai de recueillir les renseignements demandés par l'honorable député.

L'hon. M. Lambert: C'est pour cela que j'ai posé ma question.

* * *

LES RESSOURCES HYDRAULIQUES

MACKENZIE, PAIX ET ESCLAVES—L'UTILISATION—LA LOI SUR LA PROTECTION DES EAUX NAVIGABLES ET LES BARRAGES DE LA RIVIÈRE DE LA PAIX

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre suppléant des Affaires indiennes et du Nord canadien. Après les réunions tenues à Yellowknife, et comme il faut décider immédiatement de l'utilisation des eaux des rivières de la Paix et des Esclaves ainsi que du fleuve Mackenzie, le ministre se chargerait-il de convoquer une réunion avec les provinces de l'Alberta, de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique afin de décider du partage de ces eaux entre la production d'énergie électrique et le transport vers les régions arctiques?

M. Judd Buchanan (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, je serai heureux de signaler au ministre les instances du député.

M. Baldwin: Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre des Transports. Comme on a déclaré que l'Alberta compte construire deux centrales sur la rivière de la Paix, le ministre a-t-il reçu des demandes aux termes de la loi sur la protection des eaux navigables? Sinon s'assurera-t-il que ce qui s'est produit pour le barrage Bennett où il n'y a pas eu de demande en vertu de la loi, ne se reproduira pas, pour protéger les habitants en aval?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, avec la permission du député je prends la question en note.

L'ÉTUDE FÉDÉRALE-PROVINCIALE DU DELTA DES RIVIÈRES DE LA PAIX ET ATHABASCA

M. Paul Yewchuk (Athabasca): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre des Pêches. Pourrait-il dire à la Chambre quand il prévoit que le groupe de travail fédéral-provincial va étudier le problème du delta de la rivière de la Paix et de l'Athabasca, et à quelle date il compte recevoir un rapport de cette étude?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et Forêts): Monsieur l'Orateur, le groupe de travail va se mettre à l'œuvre au début de la nouvelle année, et j'espère que nous recevrons un rapport préliminaire avant la fin de 1971.

M. Yewchuk: Le ministre peut-il dire si le sujet de cette étude comprendra la question du potentiel hydroélectrique en plus de la pollution du lac Athabasca?